

Intelligence territoriale et développement régional par l'entreprise

Expériences internationales comparées

Note de présentation

par

Driss Guerraoui, Président de l'AERED et
Philippe Clerc, Président de l'AIFIE

L'entreprise au cœur de la compétitivité des territoires

L'analyse comparée des expériences menées de par le monde en matière d'attractivité et de compétitivité des territoires dans une économie globale et ouverte incitent à repenser en des termes nouveaux l'articulation entre « Intelligence territoriale et développement régional par l'entreprise ». A vrai dire plusieurs impulsions et signaux sont venus confirmer la nécessité d'une telle réflexion et d'un tel échange à destination des acteurs des milieux innovateurs : les entreprises, les réseaux d'entreprises, les universités, les agences de développements, les investisseurs et bailleurs de fonds, les chambres socioprofessionnelles et les décideurs publics locaux et centraux.

Ces impulsions et ces alertes sont clairement identifiées dans des travaux de réflexion et d'analyses récentes, de même que dans la formulation des politiques publiques industrielles, et technologiques, notamment depuis les cinq dernières années. Un état de l'art de ces travaux et une première évaluation de ces politiques révèlent l'émergence et le développement de comportements stratégiques des acteurs des régions confrontés à de nouvelles conditions et des formes de concurrence souvent inédites. En tendances saillantes, il s'agit particulièrement du rôle central de l'entreprise et des dynamiques entrepreneuriales et de la montée en puissance de l'intelligence stratégique comme mode de management des situations de développement régional et de la formalisation de politiques publiques d'intelligence territoriale.

Par ailleurs, dans les rapports des organisations internationales compétentes en matière d'aide au développement ou d'appui au co-développement, nous pouvons noter une orientation très claire plaçant les entreprises, les grappes d'entreprise au cœur des nouvelles dynamiques de croissance ou de rattrapage. A cet égard, l'Assemblée générale de la Conférence Permanente des Chambres de commerce Africaines et francophones, tenue en novembre 2009 à Abidjan, a permis d'apporter un éclairage empirique comparé novateur à partir de la mise en perspective de la relation entre « territoires, grappes d'entreprises et intelligence stratégique ».

En complément à toutes ces initiatives, des réflexions approfondies ont été lancées à l'échelle européenne comparant le management stratégique de 250 régions européennes, où le rôle des pôles de compétitivité et de l'intelligence stratégique y apparaît essentiel.

Deux constats majeurs ressortent de ces différentes réflexions et expériences :

La place centrale de l'acteur « entreprise » et de la dynamique entrepreneuriale dans les stratégies de développement des régions et dans le développement des milieux innovateurs.

Le besoin de mise en œuvre d'un management stratégique du développement régional guidé par les techniques de l'intelligence économique et conduisant à mettre en place des politiques d'intelligence territoriale au service de l'innovation.

Les conditions et les formes nouvelles de concurrence entre les régions et les territoires

L'exacerbation des concurrences entre villes et régions, au sein des univers économiques et sociaux des pays développés, entre régions et territoires du Sud, mais aussi entre régions du Nord et du Sud est une réalité quotidienne pour les décideurs et les acteurs de ces écosystèmes. Les champs de force s'organisent au gré des dynamiques discontinues, voire contradictoires entre polarisations et éclatements. Un phénomène se fait jour croisant de « convergence globale et divergences locales ». Cette dynamique générale se traduit par :

- des « effets d'agglomération cumulatifs » (migrations du travail et des compétences, relocalisations d'entreprises ou création de clusters et de grappes) là où le capital social, « le génie collectif » est attractif,
- des « effets de défaillances cumulatives » (économiques, sociales, culturelles et institutionnelles) dans les régions mobilisant difficilement le capital social et l'intelligence collective.

De ce fait, certains observateurs avisés¹ ont vu poindre une tension majeure entre modes de développement régional, dont deux sont essentiels à notre réflexion :

La dynamique de développement régional endogène dans laquelle « la composante sociale, partenariale et ascendante » est le moteur, le levier, mais dont l'efficacité est encore faible, en raison d'une formalisation faible du processus stratégique.

La dynamique de développement régional exogène dans laquelle la logique d'attractivité est centrale. Où la compétitivité et la performance globale se fondent sur « la réappropriation à des fins concurrentielles des facteurs immatériels » tels que le capital social, les pratiques culturelles et le « génie collectif ».

Les enseignements tirés des expériences comparées dans ce domaine favorisent une démarche fondée sur la nécessaire articulation entre les deux approches par les stratégies régionales. Les enjeux mondialisés du développement redonnent une légitimité forte aux systèmes locaux d'innovation au sein desquels les entreprises apparaissent comme

un moteur déterminant entraînant les autres acteurs de l'écosystème. Le pilotage de ce croisement, sa mise en stratégie nécessite une réflexion approfondie qui ne pourra se déployer et s'enrichir qu'au travers d'une analyse comparée d'expériences animées par des cultures de développement régionales diversifiées (latines, anglo-saxonnes, méditerranéennes, africaines...)

Mais alors, les décideurs et développeurs régionaux ont impérativement besoin de nouvelles grilles de lecture et de nouveaux modes opératoires pour :

- * envisager en connaissance de cause à la fois les mutations industrielles, les ruptures technologiques, les fractures sociales et les chemins de la croissance,
- * éviter les situations de dépendances stratégiques.

Evaluer l'impact des options stratégiques et les sources de risques induits nécessite une acuité informationnelle et une capacité de manœuvrabilité, que seule une fluidité dans les systèmes d'aide à la décision rend possible. L'intelligence territoriale en tant que produit des organisations et des méthodes innovantes est adaptée à cette urgence.

La rencontre internationale de Dakhla

Cette rencontre que nous proposons d'organiser à Dakhla, au cœur des provinces sahariennes du Royaume du Maroc, croisera donc l'intelligence territoriale envisagée comme stratégie publique et collective d'appui à la coproduction du développement régional et aux logiques de développement territorial par l'entreprise. Elle sera originale à deux titres. Par son entrée « entreprises » et par l'étalonnage des expériences internationales qu'elle proposera, la région et la territorialisation du développement étant le dénominateur commun de cette démarche.

Dans cette perspective les experts, les chercheurs, les acteurs publics et privés, locaux, régionaux, nationaux et internationaux, les entreprises et réseaux d'entreprises, les agences régionales de développements, les associations socioprofessionnelles et les institutions internationales qui seront conviés à cette rencontre analyseront et interrogeront à travers les expériences qu'ils vont présenter les stratégies d'intelligence territoriales, leurs enjeux et perspectives et ce à partir des thématiques suivantes :

- les politiques d'intelligence territoriale, expériences internationales comparées ;
- les grappes d'entreprises et dynamique des territoires ;
- Le management du développement régional : organisation, instruments innovants, financement et promotion des facteurs d'attractivité des territoires ;
- Le partenariat Universités Entreprises Région : résultats et perspectives d'évolution ;
- Les dynamiques régionales : concurrence et coopération ;
- La sécurité économique des territoires.

Les conclusions de cette rencontre devraient apporter un éclairage utile pour les décideurs régionaux sur les freins et les leviers qui facilitent le développement des régions. L'entreprise (Grands groupes et PME) jouant un rôle majeur dans cette dynamique, il est évident que le ou les projets « socialisés » occuperont la place de catalyseur dans le développement territorial. A nouveau cette rencontre internationale devrait recentrer dans ce contexte les « invariants » à partir desquels les stratégies d'intelligence territoriales pourront se développer.

Pr Rachid Benmokhtar Benabadallah

Ancien Ministre, Président de l'Observatoire National de Développement Humain, Rabat
Maroc

Développer les régions par la connaissance et la technologie : un nouveau pari pour créer de la richesse et de l'emploi en exploitant les spécificités territoriales.

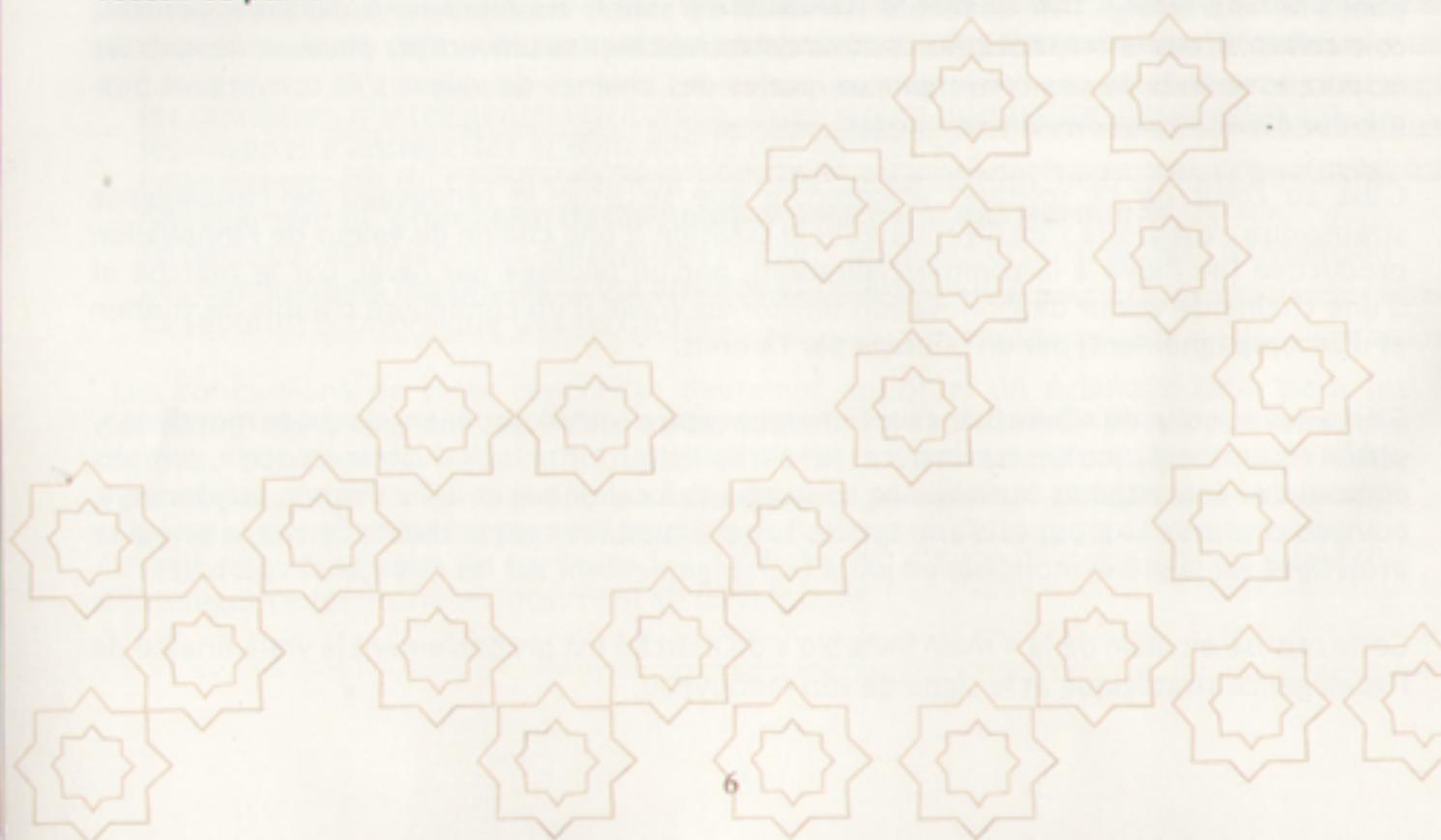
Le développement par les grands plans sectoriels est certes importants sur le plan national, en effet ces plans induisent une dynamique d'investissement à moyen et long terme et permettent la mise en place des mécanismes d'accompagnement indispensables à la modernisation du tissu de production et à l'intégration de notre économie dans l'économie mondiale.

Cependant ces plans n'ont pas forcément des effets de levier sur l'ensemble des territoires dont le développement durable est lié à leurs spécificités aussi bien géographiques, spatiales que sociologiques et culturelles.

Cette présentation plaide pour une approche du développement à partir de ces spécificités, en associant d'un côté les ressources souvent cachées des territoires, au formidable potentiel de création de richesse que nous offre la connaissance et la technologie.

Créer de la richesse, c'est créer des activités à forte valeur ajoutée et des emplois, cette fois-ci locaux.

L'intelligence territoriale et l'intelligence technologique peuvent-elles être mariées pour réussir ce pari ?



Pr Jean Louis Levet

Economiste, ancien Directeur de l'Institut de Recherche Economiques et Sociales, Paris

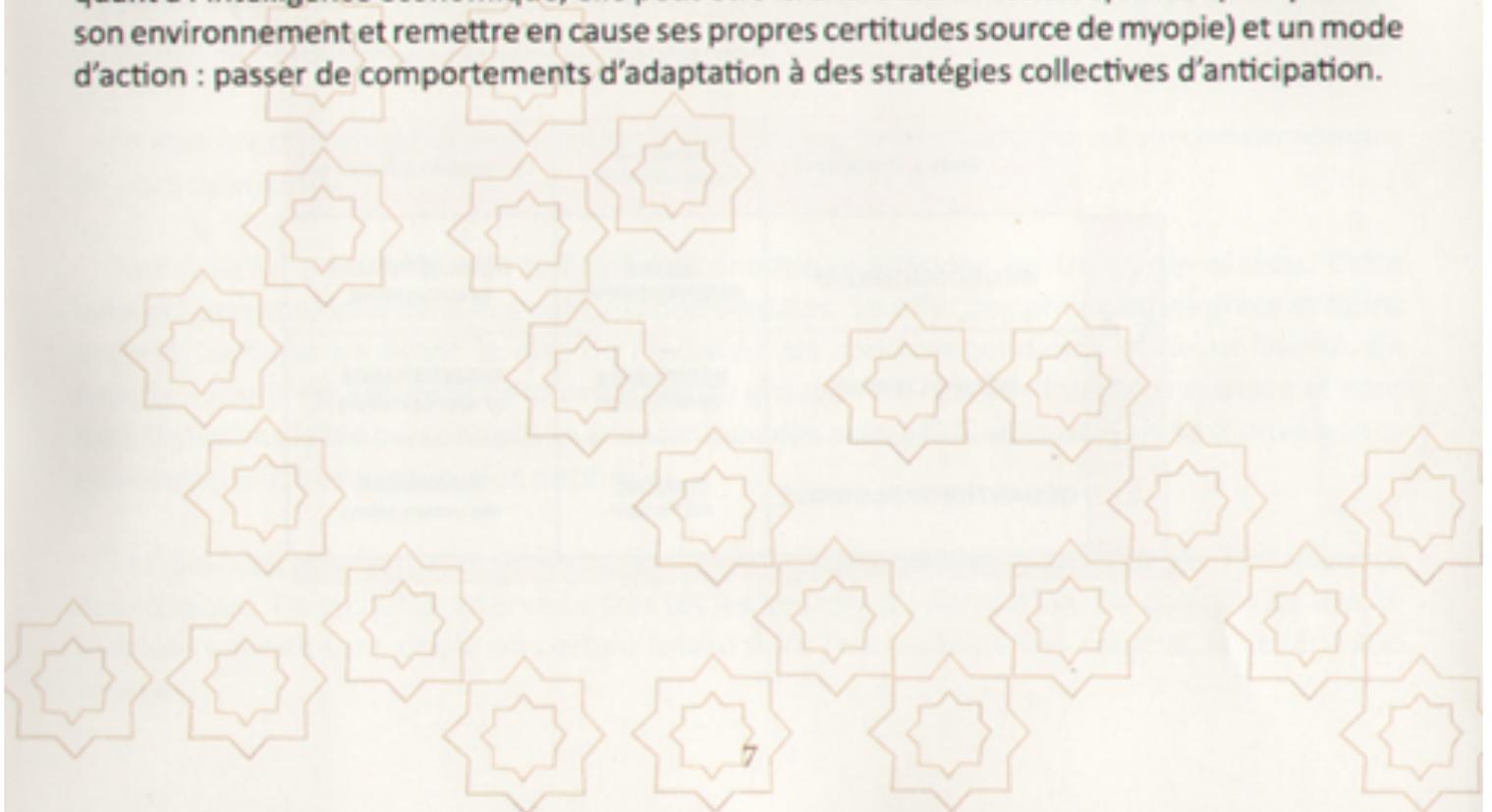
**Industrialisation et localisation des activités
une réponse à la grande mutation mondiale en cours**

Dans le débat international, je considère que trois compréhensions de la « crise » déclenchée aux Etats-Unis en 2007 s'affrontent. Chacune débouche sur des réponses différentes pour les entreprises et les territoires.

La première considère cette crise mondiale comme un phénomène provisoire et usuel : après une intervention publique justifiée par la crise, la réponse est dans le retour du marché comme seule instance de régulation et de référence pour les politiques publiques. Ici, le territoire n'est qu'une plate-forme off-shore de la mondialisation, en concurrence avec tous les autres et les entreprises, de simples actifs financiers à optimiser sur les marchés financiers.

La seconde conception considère la crise comme grave et cumulant plusieurs crises (financière, énergétique, alimentaire, etc). La réponse est dans la régulation de la finance et l'investissement dans les technologies vertes. Ici, la localisation des activités (stratégies des firmes et concurrence entre territoires) reste soumise à une concurrence mondiale intense et inégale.

Une troisième conception met en avant le caractère inédit de la crise, comme mutation profonde offrant aux acteurs l'opportunité de changer de paradigme : aller vers une croissance plus économe en énergie et moins inégalitaire. Dans ce troisième scénario, une stratégie nationale et territoriale d'industrialisation prend tout son sens, les entreprises s'orientent vers des offres à valeur ajoutée croissante et cherchent donc à s'ancrer dans un/des territoires ; quant à l'intelligence économique, elle peut être ici à la fois un mode de pensée (comprendre son environnement et remettre en cause ses propres certitudes source de myopie) et un mode d'action : passer de comportements d'adaptation à des stratégies collectives d'anticipation.



Panel 1 : Politiques d'intelligence territoriale

Pr VU Manh Chiên

Directeur des Relations Internationales, Université du commerce, Vietnam

Intelligence économique et territoriale, une approche nécessairement contingente le cas du Vietnam

1 - L'Intelligence territoriale : repères théorique et méthodologique

Pour Dacheux, la société est le résultat de l'interaction de 3 ordres infrastructurels : politique, économique et symbolique. De manière assez voisine, Gagnon qualifie un territoire comme faisant intervenir trois ordres structuraux de nature anthropologique (imaginaire), politique (gouvernance) et économique (développement).

Lorsqu'on documente un territoire, on cherche à rendre compte d'observations empiriques (manifestations, évènements, faits, etc.). Ces indicateurs sont de l'ordre des représentations économiques : « ce que l'on voit à la surface des choses ». Pour permettre une lecture des territoires et comprendre les dynamiques à l'oeuvre, ce niveau d'analyse est insuffisant et demande alors une interrogation sur les déterminants internes du système.

L'occupation d'un espace visible en surface, de nature essentiellement économique et dite du « développement », dépend d'un niveau sous-jacent de nature géopolitique. Ce niveau est constitué d'un ensemble de règles et d'influences qui régit l'appropriation et l'utilisation de l'espace, de même que le niveau d'autonomie des acteurs territoriaux. Ce niveau peut être dit de la « gouvernance ». À son tour, la gouvernance territoriale dépend d'une autre couche plus profonde de nature anthropologique, dite de « l'imaginaire », qui traduit les significations, les valeurs, accordées au territoire qui peuvent être de nature esthétique, culturelle ou utilitaire.

	Ordres structuraux	Strate de spatialisation	Dynamique génératrice
t.3 ↑	GÉOÉCONOMIQUE	Surface AMÉNAGEMENT	DÉVELOPPEMENT (d'occupation)
t.2 ↑	GÉOPOLITIQUE	Intermédiaire TERRITOIRE	GOVERNANCE (d'appropriation)
t.1	GÉOANTHROPOLOGIQUE	Profonde PAYSAGE	IMAGINAIRE (de valorisation)

Sources: Desrosiers, 1995; Gagnon, 2003, 2009

L'objet spécifique de l'intelligence territoriale est la compréhension interne des dynamiques complexes des acteurs du territoire et de voir de quelle manière ces dynamiques coexistent à un instant t.

Historiquement au sein du laboratoire I3M, les travaux dans le domaine de l'intelligence territoriale ont d'abord consisté à proposer une approche conceptuelle du territoire (Bertacchini). Cette approche représente le territoire à travers différentes strates obéissant chacune à une logique propre.

Cette approche conceptuelle a ensuite débouché sur des travaux mobilisant l'analyse des réseaux sociaux (Boutin). Ces travaux ont permis de révéler les indicateurs permettant de mesurer la capacité des acteurs territoriaux à travailler ensemble. L'intelligence territoriale consiste alors en une approche de décloisonnement de nature inter organisationnelle et intercommunication par une mise en réseau des acteurs.

L'intelligence territoriale apparaît comme niveau d'analyse fécond pour envisager des logiques de dynamique de changement territorial. Le territoire est alors le lieu d'une co-construction par les acteurs du développement local (Pybourdin, Duvernay, Pelissier.) L'approche de l'intelligence territoriale ascendante s'oppose à l'intelligence territoriale descendante en considérant le territoire, non pas comme un espace d'application de politiques déconcentrées d'intelligence économique, mais comme un lieu d'émergence d'une nouvelle conception de la gouvernance locale dans le cadre du développement durable. L'intelligence territoriale ascendante prend ainsi pour principal objet le développement durable et équitable de la collectivité territoriale. Elle participe d'une vision du territoire comme espace de valorisation de ressources construites selon une logique endogène et favorise le partage de l'information selon une logique coopérative.

2 - Le cas de l'intelligence territoriale au Vietnam

En matière d'intelligence économique et territoriale, le Vietnam connaît un certain nombre de particularismes :

Particularisme culturel : L'intelligence économique suppose un travail en réseau. Cette idée est peu naturelle dans des cultures occidentales. En effet, les philosophes grecs et latins anciens ont mis en avant le rôle de l'individu, de son indépendance et de sa liberté. En Asie, la culture est naturellement rattachés au groupe ; les réseaux familiaux existent et sont mobilisés dans la vie personnelle et économique des acteurs. Ainsi la démarche d'intelligence économique est beaucoup plus naturelle.

Les sources d'information : le cycle du renseignement est à la base de l'intelligence économique. Ce cycle fait intervenir très tôt les sources d'information. De ce point de vue, le Vietnam connaît sans doute un certain retard dans l'accessibilité des sources, la validité des sources.

Une question de maturité : l'Intelligence économique et territoriale est apparue en occident au début des années 1990. Au Vietnam la première formation à l'IET est le master en IET délocalisé de l'Université du Sud Toulon Var à l'Université de Commerce du Vietnam en 2008. Cette récurrence de l'IE au Vietnam a des conséquences. Cette discipline n'est pas reconnue et il est souvent nécessaire d'utiliser le cheval de troie de la stratégie pour introduire l'IET dans une organisation.

L'approche par l'intelligence territoriale a des points communs importants avec l'approche par le développement endogène bien connue des économistes et mise en œuvre depuis les années 60. L'Intelligence territoriale apparaît alors comme un cadre méthodologique fécond pour appréhender la complexité des mécanismes en œuvre sur un territoire.

Bibliographie indicative des travaux de mon labo dans le domaine de l'intelligence territoriale

Bertacchini Y., « Intelligence territoriale. Le Territoire dans tous ses états. ISBN : 2-9519320-1-4 EAN : 9782951932012 », 316 (2007)

Bertacchini Y., « L'intelligence territoriale : posture théorique, hypothèses, définition. », Intelligence collective, Presse de l'École des Mines de Paris, Paris, 2006, p.9-17.

Bertacchini Y., Herbaux P., L'intelligence territoriale, entre rupture et anticipation, 15^e congrès de la SFIC du 10 au 12 mai 2006 - Questionner les pratiques d'information et de communication ; Agir professionnel et agir social, 12 mai 2006.

Boutin E., Gallezot G., Cadel P., Liu P., Perrin G., « Cartographies des flux virtuels entre les acteurs de la technopole de Sophia Antipolis », 91-110 in Réseaux d'innovation : Enjeux de la communication au sein d'une technopole, la cas Sophia Antipolis, (2008)

Dumas P., Perspective et Prospective en Intelligence territoriale - Une intelligence territoriale pour un projet d'Union Méditerranéenne , in Y. Bertacchini , Tic et territoires, Information, Savoirs, Décisions et Mediations (ISDM),30, Univ Toulon,Toulon, 2007, Pélissier M., « Etude sur l'origine et les fondements de l'intelligence territoriale » publié dans « intelligence territoriale » Revue Internationale d'intelligence économique, vol 1-2 juillet décembre, pp. 291-305.

Herbaux P., « Intelligence territoriale, repères théoriques. », 1-195 (2007)

Pélissier M., « Etude sur l'origine et les fondements de l'intelligence territoriale » publié dans intelligence territoriale : l'intelligence économique appliquée au territoire, Paris, édition Lavoisier, sous la direction de Ludovic François (2008)

Perrin G., Boutin E., Political administrations on the internet: what kind of territorial network representation, Proceedings of the IADIS International Conference: e-Society 2006, Dublin, July 2006. IADIS Press, 2006, 120.p.

Pybourdin, I., (2010), « Repenser la communication des organisations : liens, réseaux et coopération 2.0 », Revue Les cahiers du numérique, Editions Hermès Lavoisier, n°2/2010.

Pybourdin, I., Duvernay, D., (2010), « L'intelligence territoriale au service d'un développement humain durable : le cas du réseau enfance vie éducative », Journées du grand ouest de l'intelligence territoriale, IT GO 2010, Nantes et Rennes, 24 au 26 mars 2010.

Stratégie d'intelligence territoriale et développement économique en République Populaire de Chine depuis 2000

La stratégie d'Intelligence territoriale est relativement récente en Chine et date du milieu des années 90'. La politique des « réformes et de l'ouverture » lancée par Deng Xiaoping en 1978 a donné un modèle de développement à la chinoise fondé sur les investissements directs étrangers et les exportations. La méthode : « tâter les pierres pour traverser la rivière ». En 2001, La chine a su utiliser son adhésion à l'OMC pour donner une impulsion intérieure gigantesque pour accélérer le mouvement des réformes et rationaliser son appareil de production.

Ses entreprises d'Etat ont alors connu une restructuration majeure en passant d'un mode de gestion issu d'une économie encore à cette époque largement dirigiste, à une gestion plus moderne d'entreprise privée.

La compétitivité des entreprises chinoises a commencé à être posé aux alentours du double millénaire, qui a coïncidé avec le lancement de deux politiques majeures pour comprendre leur transformation et leur essor : les politiques de développement régional, dont la « Go West policy », et l'internationalisation des entreprises chinoises, la « Go abroad policy ».

Cette double approche d'attractivité du territoire (le développement des zones économiques spéciales, et zones prioritaires de développement) et d'internationalisation des grandes entreprises a accéléré le rythme réformes économiques, permis la modernisation des outils de gestion et de planification de l'Etat et des entreprises et a posé la question de la compétitivité de l'économie chinoise dans son ensemble.

Une politique de compétitivité à l'échelle des entreprises, et au profit du développement des provinces s'est alors mise en place depuis quelques années, surtout depuis 2003 et le lancement de la politique dite de « développement scientifique ». Bien que ce processus soit récent, il est possible d'en dégager sa dynamique. Il est enraciné au niveau provincial mais commence à inspirer le pouvoir central pour la mise en place d'un système national de compétitive intelligence, où l'entreprise privée, essentiellement la PME et la TPE bénéficiera d'un cadre et de moyens d'action dédiés, inspiré par des expériences internationales diverses, et sous l'impulsion des gouvernements provinciaux.

Des expériences récentes (2005-2010) en cluster industriels sont tentées pour dépasser la compétition inter provinces, dans un but d'intégration et d'extension des dispositifs existants à un maximum de territoires et de grappes d'entreprises. Ces politiques cherchent avant tout un rééquilibrage du développement économique chinois pour corriger les inégalités de développement qui se sont creusées durant les 30 ans de réformes économiques, ainsi que pour renforcer leur compétitivité sur les marchés internationaux.

M. Abderrafie Hanouf
Directeur Général de Medz sourcing, Rabat

Les déclinaisons territoriales des politiques sectorielles du Maroc, l'expérience de Medz, Groupe CDG

Azur, Emergence, Maroc vert, Halieutis...

Des plans sectoriels qui font du Maroc depuis une dizaine d'année un grand chantier et qui lui permettent de doper son économie et de maintenir sa croissance à un niveau respectable.

Partenaire privilégié du gouvernement dans la mise en œuvre de ces politiques industrielles, le groupe CDG via sa filiale opérationnelle MedZ a pour mission d'offrir aux investisseurs nationaux et internationaux des plates-formes industrielles aux standards internationaux, sur l'ensemble du territoire, en tenant compte des ressources et des spécificités régionales.

créée en 2002 sous le nom de Maroc Hôtels et Villages (MHV) avant d'être rebaptisée en 2005, MedZ a commencé par accompagner la « Vision 2010 » du secteur touristique. Elle est ainsi présente dans des destinations confirmées telles que Marrakech et Tanger. Elle intervient également dans des zones émergentes comme Al Hoceïma, Zagora et Tan Tan pour accompagner la mise en œuvre des Plans de Développement Régional Touristique, en mettant à la disposition des investisseurs et des promoteurs des lots de terrain dotés d'infrastructures et d'équipements de qualité et en leur proposant un programme diversifié (unités hôtelières et résidentielles, maisons d'hôtes, golf, zone d'animation et de commerce, équipements de proximité, ...). Une cellule de veille assure d'ailleurs une réflexion en vue du développement de concepts touristiques novateurs.

L'accompagnement des pouvoirs publics sur le volet industrie et logistique du plan Emergence se décline en 2 volets :

regroupement d'un ensemble d'intervenants en amont et en aval d'une même filière ainsi que les acteurs de la chaîne de valeur (formation, recherche et prestation de services).

Regroupement de zones industrielles autour du même type d'entreprises ayant une activité similaire.

Ainsi, MEDZ crée des sites stratégiquement positionnés sur le territoire (Jorf Lasfar, Meknes, Oujda, Agadir, Kenitra...), spécifiquement aménagés pour accueillir les nouvelles industries et entreprises désireuses de s'implanter dans un cadre technologique moderniste et compétitif.

Depuis que l'aventure de l'Offshoring et des Nouvelles Technologies a commencé au Maroc, MedZ a su saisir et développer rapidement ce secteur. L'envergure considérable du réseau des parcs technologiques et offshore marocains, leur situation géographique aux portes de l'Europe, la qualité des infrastructures dont ils sont dotés et les nombreuses incitations fiscales et financières qui y sont associées assurent au Maroc une visibilité internationale et en font la destination privilégiée pour les entreprises en quête d'opportunité de croissance.

Certains projets véritablement uniques sont déjà réalité : le Casablanca Nearshore Park, véritable porte drapeau de la politique offshoring marocaine et la cité des technologies avancées Technopolis.

La territorialisation de ce programme en vue de tirer profit des avantages comparatifs de chaque région a déjà commencé avec le lancement des parcs de Fès, d'Agadir, d'Oujda et de Marrakech.

Pr Michele Capasso

Président de la Fondazione Mediterraneo, Naples, Italie

La culture, la recherche, la science, technologie et l'innovation dans la région méditerranéenne comme pilier de l'intelligence territoriale et du développement régionale par l'entreprise

La tendance, actuellement très diffusée même chez les classes dirigeantes, de ne pas donner la juste valeur à la fonction décisive de la culture, de la recherche, de la science, de la technologie et de l'innovation risque de produire des conséquences négatives pour le futur de la région méditerranéenne.

Les nations les plus avancées du monde industrialisé attribuent à la recherche beaucoup de ressources, surtout elles investissent sur la recherche fondamentale, qui est dégagée des applications pratiques immédiates, mais qui est décisive sur la longue durée. En plus, elle permet l'acquisition de compétences qu'on ne peut pas maîtriser rapidement et qui peuvent se révéler décisives pour la richesse, la modernité, l'indépendance même de chaque Pays : si cette tendance continue, la région méditerranéenne sera toujours plus dépendante des nations les plus avancées en ce qui concerne la dimension technologique de la recherche fondamentale, avec de graves conséquences sur le système industriel.

Si l'on considère les plus récentes théories économiques, il est évident que les sociétés industrielles, fondées jusqu'à ce moment sur le couple matières premières/manufactures, se fonderont au contraire sur le couple connaissance/travail, c'est à dire qu'elles dépendront du développement de la recherche dans tous ses aspects.

La prospérité et le développement d'un Pays, en effet, dépendent toujours plus des orientations de la recherche et des vastes interventions dans le domaine de la culture humaniste et scientifique, de la technologie et de l'innovation. La véritable richesse des nations est l'intelligence. Le fait de savoir encourager, cultiver l'intelligence des nouvelles générations sera toujours le facteur décisif du progrès pour les peuples. S'il est vrai que la vie publique doit constamment se rapporter aux valeurs de la justice et de l'instruction, définies comme des nécessités auxquelles on ne peut pas renoncer, il faut dire de même pour la culture, la recherche, la science, la technologie et l'innovation. Une classe dirigeante digne de ce nom devrait toujours se souvenir des mots de Erasme de Rotterdam, pour qui le fait d'investir dans la culture est le secret des communautés les plus avancées, dont la richesse n'est pas seulement donnée par l'or des monnaies. Il est bien difficile qu'une nation puisse se sauver si ses forces fraîches et généreuses ne sont pas élevées dans la lumière de l'intelligence, du savoir, de la culture, de la science et de la recherche.